

Publication de la



Société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX

DES SLAVES DE POLOGNE, DE BOHÈME, DE HONGRIE ET D'ORIENT.

PARAISANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé 10 c.

Pour Paris :

• Trois mois 1 fr. 25
Six mois 2 50
Un an 5

On s'abonne à la librairie de BLOSSE, passage du Commerce, 7, à Paris.

Pour la Province et l'Étranger :

Trois mois 2 fr. 50 c.
Six mois 5
Un an 10

On s'abonne, pour l'Étranger, chez FRANCK, successeur de BROCKHAUS, à Paris et à Leipzig.

LA POLOGNE s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite. *V. B.* Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressées à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, CYPRIEN ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de médecine, à Paris. — Toutes les lettres ou demandes venues de Pologne, de Russie ou d'Autriche doivent être envoyées affranchies à la librairie FRANCK, à Leipzig.

2^e Année. — Numéro 17. — 16 Septembre 1849.

Des succès de la Russie.

Le ministre des affaires étrangères de Russie a envoyé, le 31 août, aux ambassadeurs de l'autocrate près des gouvernements étrangers, une circulaire datée de Varsovie, dans laquelle il les informe de l'issue de la guerre hongroise. « La Hongrie, dit cette circulaire, est rentrée sous l'obéissance de son souverain légitime; l'intégrité du territoire autrichien, telle que la garantissaient les stipulations du traité de Vienne, est assurée. Tels sont les résultats du concours que l'empereur a prêté à S. M. impériale et royale apostolique. C'est aussi *la seule compensation* que notre auguste maître ait jamais eu en vue lorsqu'il a joint ses drapeaux à ceux de son auguste allié. Notre assistance, accordée avec loyauté, a été reçue avec confiance. Ces sentiments ont formé la base des rapports entre les deux souverains. Ils présideront de même à l'alliance de leurs empires. La tâche de l'empereur est remplie. . . . »

Cette dernière phrase, dont nous avons tant de motifs de douter, cet incroyable rétablissement de l'Autriche dans le *statu quo ante bellum*, excite à un haut point dans toute l'Europe les jubilatons du parti qui se dit conservateur. Pour ce parti, l'empereur Nicolas devient de plus en plus un dieu terrestre. Nous autres, nous croyons que cette générosité extrême et inaccoutumée de la Russie prend sa source, non pas dans le respect du droit, mais dans un profond dédain. Nous disons que cette conduite de la Russie, si elle ne cache pas un piège diplomatique, est le plus grand affront qui pût être infligé à l'Autriche. La remettre ainsi complètement sur pied sans garder

aucun gage, sans exiger d'elle aucune garantie, c'est proclamer qu'elle ne peut plus jamais être à craindre pour son suprême protecteur. L'autocrate a sondé les plaies autrichiennes, il les a jugées incurables, il laisse au temps le soin d'embaumer lui-même ce cadavre vivant.

En attendant, il emploiera les armées de l'Autriche comme instrument aveugle contre l'Europe occidentale, et d'abord contre l'Allemagne et la Prusse, dont les projets de centralisation sont de nature à inquiéter le cabinet de Pétersbourg autant que celui de Vienne. C'est pourquoi la circulaire russe parle tout d'abord de rétablir les États dans leurs délimitations géographiques du traité de Vienne. Aussi peut-on affirmer que la concentration annoncée d'un corps austro-russe dans le Vorarlberg a bien moins pour but la Suisse, que les petits États de Bade, de Wurtemberg et des deux Hesses, où il s'agit de restaurer d'abord l'ancien ordre de choses, afin de pouvoir plus tard faire de ces contrées une tête de pont austro-russe contre la France. Après la petite escarmouche de Bukarest, que les grands voyageurs du Nord appellent leur étape moldo-valaque, est venue la sanglante étape hongroise qu'ils ont enfin traversée. C'est maintenant l'étape allemande qui commence, et qui devra amener celle des bords du Rhin et des bords de la Seine. Les promenades européennes des conquérants moscovites ne sont plus à la vérité aussi dévastatrices que les courses de Djingis-Khan et de Timour. Bien plus habiles que leurs prédécesseurs mongols, les empereurs de Russie se drapent dans le manteau de leur légitimité byzantine.

C'est comme empereurs romains, médiateurs suprêmes entre tous les roitelets d'Europe et leurs peuples, que ces Césars de la steppe reviennent, de Byzance par Moscou, régner sur *la ville et le monde*.

Aujourd'hui la presse européenne de toute nuance, monarchique comme démocratique, est unanime à proclamer qu'il n'y a plus désormais que deux puissances debout : la Révolution et la Russie. Mais c'est là une grave erreur. La Russie est bien plus sérieusement, bien plus profondément révolutionnaire que tous les impuissants tribuns qui se pavanent sous ce nom en Occident. Ce qui devrait ouvrir sur ce point les yeux aux conservateurs, et leur montrer combien la Russie frappe en révolutionnaire au cœur même de l'Europe, c'est le dénouement si inattendu de la guerre de Hongrie, et les espérances, honteuses sans doute, mais motivées, qu'une partie des Maghyars place maintenant dans le tsar. En décidant celui de tous les peuples d'Europe qui nourrissait contre elle la haine la plus profonde, à se jeter de préférence sous sa protection, la Russie vient de prouver une fois de plus que sa diplomatie, que sa finesse dans les négociations est plus redoutable encore que ses armes.

Les amis de l'ordre, pour conserver leurs privilèges et s'opposer à toute réforme, s'imaginent d'invoquer l'appui du tsar. Ils ne se doutent pas que le tsar aussi traîne après lui des réformes de tout genre, et une révolution, la plus violente de toutes. Ces aveugles partisans du *statu quo* ne voient rien au delà de leur intérêt de comptoir ou de famille. Insoucians sur ce qui se passe loin de la frontière, ils sont toujours prêts à bénir le gouvernement, dès qu'il relève les fonds publics, et que ses patrouilles parviennent à tenir en repos la masse des prolétaires affamés. Nous autres qui voudrions épargner au vieux monde le cataclysme d'une rénovation par l'autocratie, nous croyons qu'une paix acquise au dehors par des actes glorieux est le seul gage de la paix au dedans. Nous demandons que l'Occident prenne en faveur des nationalités opprimées par le *tsar austro-russe* l'initiative d'émancipation, qui autrement sera bientôt prise par le tsar, à l'encontre des cabinets de France et d'Angleterre, en faveur des classes déshéritées et des partis opprimés. Ce rôle étrange du Moscovite ne commence-t-il pas déjà en ce moment à Vienne? Pour empêcher d'effroyables malheurs, nous voudrions voir l'Occident inaugurer une ère nouvelle, en proclamant l'émancipation nationale de la Pologne et de tous les Slaves.

Cette émancipation est la plus indispensable base de l'équilibre européen, qui ne peut être stable qu'en se fondant sur le respect de la civilisation, sur les précédents et les faits historiques et sur le droit international. Nous avouons sans peine que le droit des gens, que l'on avait vu renaître comme science au xvii^e et au xviii^e siècle est maintenant une science morte et méprisée. Qui est-ce qui l'étudie de nos jours? et surtout qui est-ce qui la sent? On ne doit donc pas s'étonner que l'Europe entière

ayant perdu tout sentiment du droit, la dictature moscovite arrive à grands pas sur le monde civilisé, comme une expiation nécessaire.

Nous savons bien que les conservateurs s'inquiètent peu de nos paroles et de toutes les prophéties des Slavistes. Nous ne nous dissimulons point la froideur avec laquelle l'opinion publique écarte incessamment cette question de Pologne, quelque grave qu'elle soit pour l'Europe. S'il faut l'avouer, nous ne sommes nullement surpris de cette indifférence. Pourquoi? C'est que nous avons toujours remarqué que la presse française, prise en général, est habituée à envisager toute question du point de vue des passions et du moment. Què lui importe le droit? Le droit, et principalement le droit international, est un mot dont nous avons perdu le sens, un mot qui excite la pitié des *habiles*: et qui n'a pas aujourd'hui la prétention d'être habile?

Dans l'opposition, on travaille à s'assurer une renommée de libéralisme; on est généreux, on ne respire que l'amour des principes. Est-on au pouvoir, tout change: on n'a plus d'autre but que de se faire une belle réputation de prudence pour s'assurer le puissant concours de la masse des égoïstes. Telle mesure serait juste, mais elle pourrait n'être pas prudente, n'y songeons plus. Ainsi on raisonne dès que l'on tient le pouvoir et que l'on n'a plus besoin de vertu pour arriver. Celui qui disait à ses concitoyens: La proposition qu'on vous fait serait utile, mais elle est injuste; celui-là avait dans le cœur un bien autre sentiment des devoirs de l'homme d'État. Et cependant nous parlons incessamment du progrès de la morale humaine; nous nous qualifions du nom de chrétiens, nous nous vantons d'être descendus dans les profondeurs de la justice. La vérité est que nous sommes, en matière de moralité politique, au-dessous du paganisme grec, et que, dans les relations des peuples entre eux, nous avons laissé s'établir le brigandage international à la place du droit des gens. De là l'horreur pour toute réforme, pour tout mouvement qui tend à faire cesser une vieille injustice. De là l'impossibilité où l'on se trouve de conjurer, par une révolution salutaire et vraiment renovatrice, la révolution cosaque et barbare qui de plus en plus s'approche de nos frontières.

De l'agitation slave en Hongrie.

Tous les journaux, tous les hommes d'État d'Autriche, sont depuis quelques semaines uniquement préoccupés de la crainte de voir les Maghyars vaincus et les patriotes slaves empêcher, en se réunissant, la pacification de la Hongrie. En effet, si les deux idées maghyare et slave ne s'étaient pas armées l'une contre l'autre, aucune force humaine n'aurait pu mettre fin à la résistance hongroise. Ce sont les Slaves, et surtout les Croates, qui ont seuls fait échouer la Hongrie, en l'empêchant, au moment de ses plus beaux triomphes, de déborder sur le midi, jusqu'à Friume et la Dalmatie, où une fois

maitresse de la mer, c'eût été pour elle une chose facile de délivrer l'héroïque Venise, de bloquer Trieste par mer et par terre, et de réduire ainsi aux abois le commerce de Vienne, et le fise autrichien séparé sans retour de son grenier d'abondance, la Lombardie. Une alliance avec les Croates aurait rendu les Maghyars invincibles. A défaut de cette alliance, la Hongrie, cruellement repoussée de l'Adriatique, s'est trouvée sans aucun débouché maritime. Elle a eu contre elle toute la marine autrichienne, qui est exclusivement slave. En outre, plus de 50,000 soldats réguliers de la meilleure infanterie du monde, et 100,000 gardes nationaux des comitats et de la frontière croate ont appuyé jusqu'à ce jour l'alliance austro-russe. Voilà les fruits qu'ont apportés aux héros maghyars leurs antipathies pour le slavisme. Mais en retour les Croates aussi voient maintenant quels fruits amers ils ont recueillis de leur guerre absurde contre la couronne de Hongrie, qui seule garantissait de l'attaque de l'Autriche leurs antiques privilèges.

Tout ce qu'il est possible à un peuple de sacrifier pour une cause, les Iugo-Slaves l'ont sacrifié pour les Habsbourgs. Le *Sud-Slawische Zeitung* calcule que pour les divers pays de la *granitsa* serbe et croate, il y avait naguère un sur dix habitants de tout sexe et de tout âge, ainsi au moins un homme valide sur trois dans les camps impériaux. A présent, toutes ces bandes congédiées reviennent chacune au lieu natal. Mais combien en revient-il? A peine la moitié. Et encore ceux-là qui ont pu échapper à la mort sont-ils le plus souvent couverts d'horribles blessures; le nez, les oreilles, les bras mutilés, ils se traînent amaigris et blêmes comme des fantômes. Or quelle récompense l'Autriche réservait-elle à ces victimes de son machiavélisme? La récompense la voici :

Jugeant le moment propice pour imposer sa centralisation à ces peuples épuisés par la guerre, et privés pour longtemps de la fleur de leur jeunesse, l'Autriche a ordonné à son ban Jelatchitj de faire publier le plus tôt possible, dans les trois royaumes, la charte octroyée du 4 mars. Mais le conseil banal s'y est formellement opposé. Là-dessus il s'est établi entre le conseil et le ban un échange de lettres et de reproches assez vifs. Ne reconnaissant à ce conseil aucun pouvoir délibératif, mais un simple pouvoir exécutif subordonné, le ban, de son quartier de Temesvar, s'est alors adressé personnellement à son lieutenant civil Lentulay, qui s'est également refusé à l'acte honteux réclamé de lui. A bout de moyens, Jelatchitj a enfin fait lire sans pompe, dans les rues par ses tambours, dans les villes par ses employés, et dans les églises par le clergé, cette charte autrichienne grosse de tant de tempêtes.

Mais l'indignation, provoquée par cette conduite du ban et de l'Autriche, anime aujourd'hui jusqu'au dernier Croate : la constitution nationale, faite l'année dernière à Agram pour les trois royaumes illyriens, est la seule

qui ait les sympathies populaires. Les Serbes surtout, qui se voient ainsi dépouillés par un coup d'État de tous leurs privilèges héréditaires, ont poussé déjà l'indignation jusqu'à des tentatives partielles d'insurrection. « N'est-il pas frappant, écrit le *Sud-Slawische Zeitung*, que l'Autriche pousse avec tant d'insistance à l'introduction de sa charte parmi nous, à l'instant même où il est plus fortement que jamais question d'offrir pour appât et pour récompense aux rebelles magyars le maintien franc et entier de leur antique constitution? Ce serait donc pour nous châtier de notre fidélité à toute épreuve qu'on veut maintenant nous enlever à nous seuls nos droits constitutionnels et nationaux. Reste à savoir quels sentiments une conduite aussi monstrueuse soulèvera parmi notre peuple. »

Où mèneront ces nouvelles complications, si étourdiment provoquées par le cabinet de Vienne? Plus on y réfléchit, plus on se persuade que ce n'est là qu'une intrigue de plus du grand allié moscovite, qui espère par ce moyen arriver plus vite à la dissolution de l'Empire, qu'il se donne, aux yeux de l'Europe, l'apparence de vouloir régénérer.

**Adresse aux peuples slaves
sur leurs devoirs nouveaux, depuis la défaite
des Maghyars.**

La catastrophe qui vient de frapper les Maghyars va modifier profondément les rapports des peuples slaves avec leurs voisins; il en résulte pour les amis de leur cause la nécessité de s'ouvrir une nouvelle ligne de conduite. Organe de la *Société slave de Paris*, dont la plupart des membres se trouvent malheureusement dispersés par la tempête d'un bout de l'Europe à l'autre, la rédaction du journal *la Pologne* regarde comme son devoir le plus sacré d'adresser en ce moment aux Slaves des paroles qui résument ses plus intimes convictions. — La *Société slave de Paris* fut fondée dans le double but d'éclairer la conscience de l'Europe sur toutes les questions relatives au slavisme, et de transmettre aux Slaves l'opinion de l'Occident sur leurs actes et leurs tendances. L'opinion de l'Occident, nous ne voulons pas qu'ils l'ignorent, a été jusqu'ici très peu sympathique aux Slaves regardés comme unis de cœur à la Russie, tandis qu'il y avait unanimité de louanges en faveur des Maghyars. Leur défaite a contristé sans les abattre les amis de leur cause. Obtenus à l'aide du secours compromettant de l'autocrate, les triomphes des Slaves ont tourné contre leur indépendance, tout autant que contre celle des Maghyars. Remise sur pied par son grand protecteur, la dynastie de Habsbourg se montre plus machiavélique qu'elle ne le fut jamais; et toutes les nationalités de l'Autriche, moins celle des Allemands, sont aujourd'hui également menacées du coup mortel.

La résolution bien arrêtée de la cour impériale, d'étendre à tout l'Empire les bienfaits de sa charte octroyée, doit enfin ouvrir les yeux à tous les vrais amis du fédé-

ralisme chez les Slaves. Aucun de ceux qui veulent le maintien des nationalités ne peut plus être pour le maintien de l'Autriche, désormais entraînée irrévocablement dans le système centralisateur de la Russie. S'ils ne veulent pas que ce système des deux empereurs alliés s'affermisse définitivement sur leur ruine, les peuples slaves doivent en venir à regarder comme leur confédéré naturel quiconque travaille contre la centralisation, soit russe, soit autrichienne. Ils comprennent sans doute aujourd'hui combien était prévoyante et sagement calculée la politique polonaise qui s'efforça si constamment, au congrès de Prague, au siège de Vienne et sur les champs de bataille hongrois, de remplacer l'unité impériale des États de Habsbourg par une fédération vraie, et non pas fictive des peuples de l'Autriche. En soutenant au contraire le parti de la cour, les slavistes ont rendu possible l'intervention russe, qui réduit à néant toutes leurs espérances, et qui identifie désormais dans une égale oppression leur cause et la cause polonaise.

Les derniers événements montrent jusqu'à l'évidence que la Pologne est encore le plus solide rempart pour la cause des Slaves libres. Compagnons depuis deux ans de toutes les insurrections européennes, à combien plus forte raison les Polonais ne soutiendraient-ils pas une lutte ouverte et franche de leurs frères de race contre la commune oppression ? La solidarité des monarches ne s'est pas démentie un seul jour depuis 1815 ; ils doivent à leur union de pouvoir tenir l'Europe sous leur joug, et de briser victorieusement tous les efforts successifs des peuples pour s'affranchir. Le jour où la solidarité entre les peuples sera aussi complète qu'entre les rois, et où les insurrections nationales ne se paralyseront plus les unes par les autres, ce jour-là verra s'évanouir comme une fumée l'Autriche et la Russie devant la justice vengeresse des Slaves coalisés.

Malheureusement ce jour semble encore loin de nous ; et jusque là une lutte par l'épée offre peu de chances de succès. Mais la Pologne est en état d'offrir à ses amis slaves sa diplomatie insurrectionnelle tout aussi bien que son épée. La Pologne n'est pas moins puissante par la plume que par le sabre ; elle peut servir les Slaves dans tous les genres de lutte. Aujourd'hui que l'agitation légale et pacifique va succéder à la guerre, il ne peut plus être pour un temps question d'indépendance des nationalités, ni même de leur fédération. Mais du moins ont-elles droit à réclamer une administration indigène, d'après les principes déjà proclamés dès 1815, et qui attendent encore aujourd'hui leur réalisation. A ces principes sont venus s'adjoindre, depuis 1848, ceux d'un gouvernement constitutionnel et d'une diète représentative pour toute l'Autriche. C'est à cette diète que se décidera l'avenir du slavisme. Voyant combien les peuples de leur race étaient prépondérants par leur nombre dans l'Empire, et calculant, il paraît, la force intellectuelle avec les mêmes mesures qui servent pour apprécier la force physique, les

chefs de ce qu'on appelait le *parti slave* avaient cru pouvoir atteindre à la domination sur toute la monarchie, grâce à la masse de leurs adhérents. Les ambitieux savants slaves, en rêvant de la centralisation à leur profit, n'ont réussi qu'à amener sur leur tête le fléau de l'intervention russe.

Maintenant, aux idées d'un slavisme unitaire doivent succéder chez les Slaves des idées plus nationales, s'ils veulent échapper à l'annulation politique dont les menace l'alliance austro-russe. Ce pouvoir central et centralisateur de Vienne, dont ils espéraient saisir le monopole, est tombé en proie aux Moscovites. Il n'y a plus que la décentralisation qui puisse sauver de la ruine les peuples autrichiens. Il leur faut reprendre l'œuvre de leur fédération sur une base moins idéale que celle d'un parlement unitaire. Sous ce rapport, les Slaves autrichiens peuvent être merveilleusement secondés par les Slaves de Hongrie, qui, moins germanisés que les autres, réclament avec d'autant plus d'énergie leur diète législative souveraine. Les Croates, il est vrai, ont accordé à l'Autriche la centralisation chez elle des trois ministères de la guerre, des finances et des affaires extérieures. Mais ils ne considèrent point cette centralisation purement fédérative comme devant amener la centralisation bureaucratique des provinces ; c'est pourquoi ils refusent de reconnaître la charte autrichienne, que la violence seule prétend leur imposer ; ils repoussent l'emploi de la langue allemande pour tout ce qui concerne les finances, l'administration et l'état militaire dans leur pays ; ils ne veulent obéir qu'aux commandements qui leur seront faits dans leur langue ; ils demandent en conséquence que les ministres de l'empereur soient tenus d'avoir auprès d'eux, pour les contrôles militaires et financiers, des écrivains, des interprètes et des délégués de toutes les grandes nationalités de l'Empire.

Quelque faible qu'il soit devant l'omnipotence des Austro-Russes, ce mode de défense est pourtant le seul qui réunisse encore la majorité chez les Slaves découragés. Malgré son insuffisance, ce système peut du moins sauvegarder l'avenir. Nous l'acceptons tel qu'il nous est envoyé, pour montrer de plus en plus aux Slaves combien sont mal fondées leurs défiances contre la propagande polonaise. En retour, nous leur renvoyons ces conseils de leurs frères de Paris, représentés près d'eux par le journal *la Pologne*. Puissent-ils écouter nos paroles dévouées, dans ce moment décisif et peut-être suprême pour le maintien de leur nationalité ! C'est désormais aux patriotes de Prague et de la Croatie de savoir, par des rapports nouveaux et plus sympathiques avec la Pologne et les Madgyars, prouver à l'Europe qu'ils sont réellement moins Russes que ceux qui, à Paris, voudraient, malgré nos efforts, les faire passer pour tels.

CYPRIEN ROBERT.

PARIS. — IMPRIMERIE DE L. MARTINET, RUE MIGNON, 2.
(Quartier de l'École-de-Médecine.)